



## Assemblée générale

Distr.: générale  
26 septembre 2012  
Français  
Original: anglais

## Commission des Nations Unies pour le droit commercial international

### RECUEIL DE JURISPRUDENCE CONCERNANT LES TEXTES DE LA CNUDCI (CLOUT)

#### Table des matières

	<i>Page</i>
<b>Décisions relatives à la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (CVIM) . . . . .</b>	<b>3</b>
<b>Décision 1187: CVIM 1-1 a); 8-3; 57-1 a) – Canada: Mazzetta Company, I.L.c. c. Dégust-Mer inc., 2011 QCCA 717 (CanLII) (Cour d’appel du Québec), confirmant pour d’autres motifs la décision 2010 QCCS 6100 (Cour supérieure du Québec) (12 avril 2011) . . . . .</b>	<b>3</b>
<b>Décision 1188: CVIM [1]; 6; 7; 11; 12; 96 – Colombie: Corte Constitucional (10 mai 2000) . . . . .</b>	<b>4</b>
<b>Décision 1189: CVIM 7; 8; 18; 19 – Italie: Tribunale di Rovereto n° 914/2006, Takap B.V. c. EUROPLAY S.r.l. (21 novembre 2007) . . . . .</b>	<b>5</b>
<b>Décision 1190: CVIM 25; 38; 39; 40; 49; 50 – Italie: Tribunal arbitral – Chambre d’arbitrage national et international de Milan (30 juillet 2007) . . . . .</b>	<b>6</b>
<b>Décision 1191: CVIM 31 – Italie: Corte di Cassazione, Sezioni Unite; n° 20887/2006 Saneco S.A. c. Toscoline S.r.l. (27 septembre 2006) . . . . .</b>	<b>7</b>
<b>Décision 1192: CVIM [7-1]; 25; 35-2; 39-1; 49-2 – Italie, Tribunale di Busto Arsizio Plásticos de Exportación Expoplast C.A. c. Reg Mac S.r.l. (13 décembre 2001) . . . . .</b>	<b>8</b>
<b>Décision 1193: CVIM 7-1; 8; 9; 19-3 – Mexique: Primer Tribunal Colegiado en Materia Civil del Primer Circuito Kolmar Petrochemicals Americas, Inc. c. Idesa Petroquímica S.A. de C.V. (10 mars 2005) . . . . .</b>	<b>9</b>
<b>Décision 1194: CVIM 1; [7]; 18; 23; 34; 35; 36-1; 96 – Mexique: Arbitrage de la Compromex Conservas La Costeña S.A. de C.V. c. Lanín San Luis S.A. &amp; Agroindustrial Santa Adela S.A. (29 avril 1996) . . . . .</b>	<b>11</b>



## Introduction

La présente compilation de sommaires de jurisprudence s'inscrit dans le cadre du système de collecte et de diffusion d'informations sur les décisions judiciaires et les sentences arbitrales concernant les conventions et lois types issues des travaux de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). L'objectif est de faciliter l'interprétation uniforme de ces textes juridiques selon des normes internationales, qui s'accordent avec la nature internationale des textes en question, par opposition aux concepts et traditions juridiques strictement internes. On trouvera de plus amples renseignements sur les caractéristiques du système et sur son utilisation dans le Guide de l'utilisateur (A/CN.9/SER.C/GUIDE/1/Rev.1). Le recueil de jurisprudence concernant les textes de la CNUDCI peut être consulté sur le site Web de la Commission ([www.uncitral.org/clout/showSearchDocument.do](http://www.uncitral.org/clout/showSearchDocument.do)).

Chaque numéro du recueil contient, en première page, une table des matières indiquant les références complètes de chaque décision dont il est rendu compte dans les sommaires, ainsi que les différents articles de chaque texte qui sont interprétés ou mentionnés par la juridiction étatique ou le tribunal arbitral. L'adresse Internet (URL) à laquelle on trouvera le texte intégral des décisions en langue originale, de même que les adresses Internet des éventuelles traductions dans une ou plusieurs langues officielles de l'ONU, sont indiquées dans l'en-tête de chaque décision (il est à noter que la mention de sites Web autres que les sites officiels des organismes des Nations Unies ne signifie pas qu'ils ont l'aval de l'ONU ou de la CNUDCI; en outre, les sites Web sont fréquemment modifiés; toutes les adresses Internet indiquées dans le présent document étaient opérationnelles à la date de soumission du document). Les sommaires des décisions interprétant la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage comprennent des mots clefs correspondant à ceux qui figurent dans le Thésaurus de la CNUDCI pour la Loi type sur l'arbitrage commercial international, élaboré par le secrétariat de la Commission en consultation avec les correspondants nationaux. Les sommaires des décisions interprétant la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale comprennent aussi des mots clefs. Il est possible de rechercher des sommaires dans la base de données disponible sur le site Web de la CNUDCI à partir d'un ou de plusieurs des principaux éléments d'identification ci-après: pays, texte législatif, numéro de l'affaire, numéro du recueil ou date de la décision.

Les sommaires sont établis par des correspondants nationaux désignés par leur pays, ou par d'autres personnes à titre individuel; ils peuvent exceptionnellement être établis par le secrétariat de la CNUDCI lui-même. On notera que ni les correspondants nationaux ni quiconque participant directement ou indirectement au fonctionnement du système n'assument de responsabilité en cas d'erreur, d'omission ou d'autre problème.

---

Copyright © Nations Unies 2012  
Imprimé en Autriche

Tous droits réservés. Les demandes de reproduction en tout ou partie du texte de la présente publication seront accueillies favorablement. Elles doivent être adressées au Secrétaire du Comité des publications des Nations Unies, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York, N.Y. 10017 (États-Unis d'Amérique). Les gouvernements et institutions gouvernementales peuvent reproduire en tout ou partie le texte de la présente publication sans autorisation, mais sont priés d'en informer l'Organisation des Nations Unies.

**Décisions relatives à la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (CVIM)**

**Décision 1187: CVIM 1-1 a); 8-3; 57-1 a)**

Canada: Mazzetta Company, l.l.c. c. Dégust-Mer inc., 2011 QCCA 717 (CanLII) (Cour d'appel du Québec), confirmant pour d'autres motifs la décision 2010 QCCS 6100 (Cour supérieure du Québec)

12 avril 2011

Texte intégral: Cour d'appel: [canlii.ca/t/fl1fc](http://canlii.ca/t/fl1fc) (version originale en français); [canlii.ca/t/fr2n0](http://canlii.ca/t/fr2n0) (traduction anglaise non officielle); Cour supérieure: [canlii.ca/t/2dvxz](http://canlii.ca/t/2dvxz) (version originale en français)

Commentaire sur la décision: E.S. Darankoum, "Vente internationale de marchandises: la Convention de Vienne au Québec 20 ans après son adoption" (2012) 46 *Revue juridique Thémis* 133

Sommaire établi par Geneviève Saumier, correspondante nationale

Un contrat de vente de queues de homards congelées avait été conclu verbalement entre le vendeur, ayant son établissement au Québec, et l'acheteur, ayant son établissement dans l'Illinois. Les homards avaient été livrés dans le New Hampshire mais le prix n'avait apparemment pas été payé. Le vendeur a donc intenté une action en justice au Québec. Le seul chef de compétence possible des juridictions québécoises était qu'une des obligations contractuelles devait être exécutée dans la province (art. 3138-3 du Code civil du Québec, dénommé ci-après CCQ). Le vendeur alléguait que le paiement était dû au Québec, fait suffisant pour asseoir la compétence des tribunaux québécois. L'acheteur a contesté cet argument au motif que, le contrat étant muet sur le lieu du paiement, la règle supplétive prévue par le droit des contrats québécois s'appliquait et le paiement était réputé exigible à l'établissement de l'acheteur.

Le juge de première instance a estimé que le contrat avait été conclu au Québec et que, dans la mesure où le vendeur était tenu de s'acquitter de ses obligations dans cette province, le critère prévu par l'article 3148-3 du CCQ était satisfait; il n'a pas délibéré sur le lieu du paiement et ne s'est pas posé la question du droit applicable en la matière. En appel, la Cour d'appel a confirmé la conclusion relative à la compétence mais uniquement en ce qui concerne le lieu du paiement. Ce faisant, elle a noté que la question devait être tranchée sur la base de la CVIM et non en application du droit des contrats québécois.

Pour déterminer si le lieu du paiement était aux États-Unis (sans mentionner un État des États-Unis en particulier), la Cour d'appel s'est appuyée sur deux dispositions de la CVIM. Tout d'abord, se fondant sur le paragraphe 3 de l'article 8 de la Convention, la Cour a examiné les modalités habituelles des paiements entre les parties. À cet égard, les faits montraient que, dans le cadre des opérations intervenues entre ces dernières, les paiements avaient toujours été effectués au Québec. Ensuite, conformément à la règle supplétive prévue par l'article 57-1 a) de la CVIM, le prix devait être payé à l'établissement du vendeur. Le contrat étant muet sur le lieu du paiement, la Cour a conclu qu'en vertu de la CVIM le paiement était dû à l'établissement du vendeur. Sur la base de ces conclusions, la Cour d'appel a affirmé qu'une des obligations contractuelles, à savoir le paiement, devait être exécutée au Québec, point de rattachement suffisant pour fonder la compétence conformément aux règles québécoises de compétence internationale.

La Cour a rejeté l'appel sans frais au motif que "la CVIM n'a pas été invoquée par les parties". Conformément au droit québécois, si aucune des parties n'allègue le droit "d'un État étranger", la Cour ne peut en prendre connaissance (art. 2809 du CCQ). La Cour a néanmoins cité en l'espèce un auteur québécois, selon lequel lorsque les conditions énoncées à l'article 1-1 a) de la CVIM sont remplies, la Convention est "applicable d'office". La Cour n'a pas pris en considération l'article 6 de la CVIM, ni la question de savoir si, en se référant au droit québécois dans leurs plaidoiries, les parties avaient implicitement exclu l'application de la Convention.

**Décision 1188: CVIM [1]; 6; 7; 11; 12; 96**

Colombie: Corte Constitucional

10 mai 2000

Original en espagnol

Accessible à l'adresse: <http://turan.uc3m.es/uc3m/dpto/PR/dppr03/cisg/scolo1.htm>

Sommaire établi par Paulina Smykouskaya

Conformément à la procédure prévue par la législation de la République de Colombie, la CIVM a été soumise à la Cour constitutionnelle après avoir été approuvée par le Congrès en tant que loi nationale [Loi 518 de 1999]. Pour que la CVIM soit applicable en Colombie, la Cour constitutionnelle doit s'assurer que toutes les formalités ont été respectées et confirmer la constitutionnalité de la Convention.

Après avoir examiné l'aspect formel de l'adoption de la CVIM par le Gouvernement national et de son approbation par le Congrès, la Cour a conclu que les conditions requises étaient remplies.

Dans le cadre de l'examen matériel de la CVIM, la Cour a souligné l'importance des dispositions du Préambule selon lesquelles l'adoption de règles uniformes applicables aux contrats de vente internationale de marchandises et compatibles avec les différents systèmes sociaux, économiques et juridiques contribuera à l'élimination des obstacles juridiques aux échanges internationaux et favorisera le développement du commerce international.

La Cour a tenu compte du fait que l'intégration économique avec les autres États était une stratégie constitutionnelle qui devait être menée sur la base de l'équité, de la réciprocité et de la convenance nationale. Elle a noté que la CVIM répondait à cet objectif puisqu'elle était un instrument visant à unifier les règles de la vente internationale de marchandises pour que les parties établies dans différents pays puissent commercialiser plus rapidement leurs biens, ce qui permettrait d'améliorer la qualité de vie des habitants des nations où résident ces parties.

La Cour a estimé que la CVIM n'ignorait pas l'autonomie du consentement privé (art. 13, 16 et 333 de la Magna Carta; art. 16, 1151, 1518, 1524, 1532 du Code civil) et qu'elle n'entravait nullement la liberté des parties de conclure tout type d'accord, étant donné que les parties contractantes pouvaient, implicitement ou expressément, exclure l'application de toutes les dispositions de la CVIM ou de certaines d'entre elles (art. 6 de la CVIM).

De la même manière, la Cour a estimé que la CVIM respectait le principe de bonne foi (art. 83 de la Magna Carta; art. 7 de la CVIM).

La Cour a examiné un autre point, à savoir les dispositions de la CVIM régissant la forme des contrats (art. 11, 12 et 96). Elle a estimé qu'aucune déclaration ni réserve de la part de la Colombie n'étaient nécessaires à cet égard puisque la législation commerciale du pays n'exigeait pas que la conclusion des contrats de vente de marchandises se fasse nécessairement par écrit (art. 824 du Code de commerce).

La Cour a conclu que les principes et règles contenus dans la CVIM étaient compatibles avec la Constitution colombienne parce qu'ils étaient fondés sur la souveraineté et le respect du droit à l'autodétermination des nations, et reconnaissaient les principes du droit international acceptés par la Colombie.

Pour ces motifs, la Cour a déclaré la CVIM et la loi n° 518 de 1999 applicables.

**Décision 1189: CVIM 7; 8; 18; 19**

Italie: Tribunale di Rovereto n° 914/2006

Takap B.V. c. EUROPLAY S.r.l

21 novembre 2007

Original en italien

Texte intégral accessible dans la base de données Iurisdata

Sommaire établi par Maria Chiara Malaguti, correspondante nationale

L'affaire concernait une entreprise italienne, le vendeur, et une entreprise néerlandaise, l'acheteur, qui étaient en relation commerciale pour la vente de miroirs. L'entreprise néerlandaise n'ayant pas effectué certains paiements, le vendeur a engagé une action contre celle-ci devant le tribunal italien de Rovereto. Le tribunal a conclu que le contrat était résolu et émis une injonction de paiement en faveur de l'entreprise italienne.

Le défendeur a contesté cette injonction, arguant que le juge italien n'était pas compétent pour trancher le cas d'espèce, dans la mesure où s'appliquait la clause attributive de compétence en faveur des tribunaux néerlandais, qui figurait dans les conditions générales incorporées dans le contrat. Le tribunal a rejeté l'argument du défendeur en déclarant que les parties n'étaient pas valablement convenues d'une clause attributive de compétence car aucun des critères énoncés à l'article 23-1 a) et b) du Règlement (CE) n°44/2001 du Conseil n'était satisfait. Le tribunal a relevé que le vendeur n'avait jamais accepté cette clause par écrit et que le simple fait pour lui d'avoir exécuté la commande de l'acheteur ne pouvait non plus valoir acceptation de ladite clause (art. 18 de la CVIM). En fait, le vendeur a démontré qu'il avait l'habitude d'envoyer une déclaration écrite confirmant les commandes reçues et incorporant ses propres conditions générales, que le cocontractant devait signer et lui retourner. Pour le tribunal, il s'ensuivait que le contrat avait été conclu entre les parties par un échange de déclarations écrites et non du fait de l'exécution de la commande par le vendeur.

De plus, le tribunal a estimé que les conditions générales de l'entreprise néerlandaise ne faisaient pas partie intégrante du contrat (notamment la clause attributive de compétence). Se référant aux articles 7 et 8 de la CVIM, il a estimé que, pour considérer des conditions générales comme valablement incorporées dans un contrat, le destinataire de l'offre (c'est-à-dire le vendeur italien) doit en avoir pris connaissance. De l'avis du tribunal, faute de preuve que l'entreprise italienne connaissait les conditions générales de l'acheteur, la clause attributive de compétence en faveur des tribunaux néerlandais ne pouvait pas s'appliquer. De plus,

même si l'acheteur avait pu démontrer le contraire, sa signature sur la déclaration de confirmation envoyée par le vendeur (et qui renfermait les conditions générales de ce dernier) valait acceptation d'une contre-offre (art. 19 de la CVIM) et liait les parties.

Pour ces motifs, le tribunal a confirmé sa compétence pour connaître de l'affaire.

**Décision 1190: CVIM 25; 38; 39; 40; 49; 50**

Italie: Tribunal arbitral - Chambre d'arbitrage national et international de Milan

30 juillet 2007

Original en italien

Sommaire établi par Maria Chiara Malaguti, correspondante nationale, et par Valentina Renna

En 2002, une entreprise ukrainienne et une entreprise italienne avaient conclu un contrat de vente par lequel la première devait acheter une machine fabriquée par une entreprise allemande, mais qui avait été révisée et vendue par l'entreprise italienne. Peu de temps après la conclusion du contrat, des divergences concernant son exécution étaient nées entre les parties: la livraison, l'installation et le fonctionnement de la machine s'étaient révélés particulièrement problématiques.

L'acheteur se plaignait de la livraison et de l'installation tardives de la machine, de sa non-conformité avec les normes techniques et qualitatives convenues par les parties, ainsi que de son mauvais état de marche.

Le contrat comportait une clause d'arbitrage qui renvoyait au Règlement de la Chambre d'arbitrage national et international de Milan et prévoyait l'application du droit international privé, notamment la CVIM.

L'acheteur a donc engagé une procédure d'arbitrage sous les auspices de la Chambre de Milan en août 2005. Il a déclaré le contrat résolu pour contravention essentielle du vendeur et demandé le remboursement du prix d'achat ainsi que réparation du préjudice résultant du manquement du vendeur aux obligations convenues, estimant en outre que ce dernier n'avait assuré aucune assistance technique.

Le vendeur a contesté l'ensemble de ces prétentions; de plus, il a introduit une demande reconventionnelle en remboursement d'une garantie bancaire, alléguant que l'acheteur en avait illégalement obtenu paiement.

Le tribunal arbitral a appliqué la CVIM au litige, conformément à la volonté des parties.

Les arbitres, qui ont également pris en considération les preuves écrites soumises par les deux parties, ont conclu au bien-fondé des allégations de l'acheteur. Le tribunal arbitral a déclaré qu'il y avait effectivement eu contravention au contrat car l'acheteur avait été privé, pendant un an au moins, de la prestation qu'il était en droit d'attendre.

Le vendeur avait accepté plusieurs obligations concernant, notamment, la qualité de la machine, sa révision complète, la réalisation d'un test final et l'installation correcte de celle-ci. Toutefois, il ne s'en était pas acquitté avec diligence voire ne s'en était pas acquitté du tout: en réalité, les prétendus obstacles à l'exécution des obligations étaient aisément surmontables. Pour les arbitres, le vendeur avait dû estimer que l'accord mettait à sa charge un fardeau quelque peu excessif et n'avait pas l'intention de l'exécuter plus avant.

De plus, les objections soulevées par le vendeur n'étaient pas recevables parce que certaines d'entre elles étaient fondées sur le droit italien (art. 1491 et 1495 du Code civil italien), lequel n'était pas applicable en l'espèce, et que d'autres invoquant la CVIM (art. 38, 39 et 40) étaient dépourvues de fondement.

Néanmoins, le tribunal arbitral a estimé que, s'il était certes sérieux, le manquement n'était pas essentiel (art. 25 de la CVIM) et ne pouvait par conséquent pas emporter déclaration de résolution du contrat.

Tout d'abord, l'acheteur avait lui-même reconnu que la machine pouvait fonctionner dans une certaine mesure; deuxièmement, un long délai s'était écoulé avant qu'il n'engage la procédure d'arbitrage (il ne s'agissait pas d'un délai raisonnable au sens de l'article 49 de la CVIM); enfin, si l'acheteur avait vraiment voulu résoudre le contrat, il aurait dû réexpédier la machine au vendeur au lieu de continuer à la faire fonctionner et à en tirer parti.

Concernant la demande subsidiaire de l'acheteur, par laquelle était réclamée une réduction du prix pour défaut de conformité (art. 50 de la CVIM), le tribunal arbitral l'a déclarée fondée et l'a examinée conjointement avec les dommages subis (réduisant la somme revendiquée par l'acheteur). Dans sa décision, le tribunal a pris en considération un rapport d'expertise sur l'état de la machine (joint au dossier) évaluant le coût de sa réparation et d'autres frais acquittés par l'acheteur.

Le tribunal arbitral a rejeté la demande reconventionnelle du vendeur.

#### **Décision 1191: CVIM 31**

Italie: Corte di Cassazione, Sezioni Unite; n° 20887/2006

Saneco S.A. c. Toscoline S.r.l.

27 septembre 2006

Original en italien

Texte intégral accessible dans la base de données IurisData

Sommaire établi par Maria Chiara Malaguti, correspondante nationale

Le demandeur, une entreprise italienne, avait introduit une action contre le vendeur, une entreprise française, demandant la réduction du prix et des dommages-intérêts pour l'achat de textiles défectueux.

Le défendeur arguait de l'incompétence de la juridiction italienne au motif que ses conditions générales comportaient une clause attributive de compétence en faveur du tribunal français d'Hazenbrouk. Le défendeur faisait également valoir l'application de l'article 5 du Règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil (le Règlement), en vertu duquel une personne domiciliée sur le territoire d'un État membre (en l'occurrence, le vendeur) peut être atraite, en matière contractuelle, devant le tribunal du lieu où l'obligation qui sert de base à la demande a été ou doit être exécutée (autrement dit, la France). Le demandeur prétendait qu'il n'avait pas eu connaissance des conditions générales et qu'il ne les avaient pas acceptées et arguait que le Règlement n'était pas en vigueur lorsque le contrat avait été négocié.

Statuant sur le cas d'espèce, la Cour suprême a déclaré que le tribunal italien n'était pas compétent pour connaître de l'affaire étant donné que le Règlement était en vigueur au moment de l'introduction de la demande. La Cour a également estimé, conformément à l'article 23 du Règlement, que les conditions générales du vendeur n'étaient pas applicables puisque l'acheteur n'avait jamais accepté la clause

pertinente par écrit et que ses actes ne révélaient l'existence d'aucun accord des parties sur une clause attributive de compétence.

Examinant la question de la compétence, la Cour suprême a souligné que le Règlement (art. 5) prévoyait qu'en cas de contrat de vente, le lieu d'exécution (qui détermine la compétence) était celui où les marchandises étaient ou auraient dû être livrées. Pour déterminer ce lieu, la Cour a appliqué l'article 31 a) de la CVIM, qui dispose que si le vendeur n'est pas tenu de livrer les marchandises en un autre lieu particulier, son obligation de livraison consiste – lorsque que le contrat de vente implique un transport des marchandises – à remettre les marchandises au premier transporteur pour transmission à l'acheteur.

Par conséquent, la Cour suprême a estimé que le tribunal italien n'était pas compétent pour connaître de l'affaire, étant donné que la marchandise avait été remise au premier transporteur pour transmission à l'acheteur, en partie en France et en partie en Belgique, et que l'Incoterm "coût, assurance, fret" (CIF) inclus dans le contrat n'impliquait pas que les parties étaient convenues d'une livraison en Italie.

**Décision 1192: CVIM [7-1]; 25; 35-2; 39-1; 49-2**

Italie: Tribunale di Busto Arsizio

Plásticos de Exportación Expoplast C.A. c. Reg Mac S.r.l.

13 décembre 2001

Original en italien

Extraits en italien accessibles dans la base de données Iurisdata

Texte intégral publié dans la Rivista di diritto internazionale private e processuale, 2003, p. 150.

Sommaire établi par Silvia Solidoro

Un vendeur italien et un acheteur équatorien avaient conclu un contrat de vente d'une machine industrielle servant à recycler des sacs plastiques pour le conditionnement de denrées alimentaires. Comme la machine s'était révélée défectueuse au moment de son installation, l'acheteur, alléguant un défaut de conformité par rapport aux spécifications stipulées dans le contrat, a introduit une action devant le tribunal italien de Busto Arsizio pour demander la résolution du contrat, ainsi que des dommages et intérêts. Après avoir déclaré que le contrat était régi par la CVIM, le tribunal a appliqué l'article 35-2 de celle-ci, estimant que la marchandise vendue était impropre à l'usage spécial qui avait été porté à la connaissance du vendeur au moment de la conclusion du contrat. Pour le tribunal, il avait en effet été largement démontré que, lors des négociations, l'acheteur avait fourni à son interlocuteur un échantillon de la matière à transformer en soulignant expressément que tous les équipements industriels fournis par les fabricants européens et précédemment utilisés pour le recyclage avaient connu de graves défaillances du fait des caractéristiques spéciales des biens à transformer. Comme le vendeur avait assuré l'acheteur que sa propre machine serait très performante dans le processus de fabrication, sa responsabilité pouvait être présumée puisque le système de recyclage ne permettait pas de produire le nombre de sacs initialement convenu.

Le tribunal a rejeté l'argument du vendeur selon lequel l'acheteur était déchu du droit de se prévaloir d'un défaut de conformité de la marchandise vendue en raison de la dénonciation tardive de ce défaut, lequel résultait de son installation. Le tribunal a en fait estimé que l'acheteur s'était conformé aux dispositions de



l'article 39-1 de la CVIM, car il était particulièrement difficile d'établir l'origine du dysfonctionnement du fait de son caractère hautement technique. Pour parvenir à cette conclusion, le tribunal a déclaré que le "délai raisonnable", qui ne peut excéder deux ans, devait être apprécié à la lumière de plusieurs éléments, notamment les particularités des défauts constatés. Il a estimé que leur nature spéciale pouvait justifier que l'acheteur se soit borné, dans sa dénonciation des défauts de conformité, à présenter ces défauts tels qu'ils apparaissaient sans en préciser l'origine.

Enfin, le tribunal a déclaré que l'acheteur pouvait résoudre le contrat, faisant valoir qu'en raison de la nature même de la résolution, c'est-à-dire une *extrema ratio* par rapport aux autres recours dont dispose l'acheteur en vertu du système établi par la Convention, ce dernier avait à bon droit dénoncé le défaut de conformité à son cocontractant après avoir tenté, en vain, de réparer la machine. Pour parvenir à cette conclusion, le tribunal a fait observer que l'article 49-2 de la CVIM, lequel dispose que l'acheteur doit déclarer le contrat résolu dans un délai raisonnable, exige l'existence d'une "contravention essentielle" aux obligations du vendeur. À cet égard, le "délai raisonnable" visé par l'article 49 différerait de celui qui était prévu par l'article 39-1 de la CVIM, lequel commence à courir à partir du moment où une partie a constaté ou aurait dû constater le défaut de conformité de la marchandise (indépendamment de la possibilité de résoudre le contrat). Le tribunal a estimé que la résolution du contrat par l'acheteur au moment de l'installation de la machine, et non après que celui-ci eût tenté de la réparer, aurait été contraire au principe de bonne foi qui régit les opérations internationales [comme les opérations nationales].

#### **Décision 1193: CVIM 7-1; 8; 9; 19-3**

Mexique: Primer Tribunal Colegiado en Materia Civil del Primer Circuito  
Kolmar Petrochemicals Americas, Inc. c. Idesa Petroquímica S.A. de C.V.  
10 mars 2005

Original en espagnol

Publiée en espagnol: base de données CVIM-Espagne et Amérique latine  
([www.uc3m.es/uc3m/dpto/PR/dppr03/cisg/smexi5.htm](http://www.uc3m.es/uc3m/dpto/PR/dppr03/cisg/smexi5.htm));

Traduction en anglais: [www.cisg.law.pace.edu/cases/050310m1.html](http://www.cisg.law.pace.edu/cases/050310m1.html)

Sommaire établi par Andrey A. Panov

Le vendeur mexicain et l'acheteur américain avaient engagé des négociations par téléphone concernant un contrat de vente FOB (franco bord) de fibre à base de monoéthylène-glycol. L'acheteur avait ensuite envoyé au vendeur un courrier électronique récapitulant les termes convenus par les parties. Ce dernier avait accusé réception de la commande par courrier électronique, signalant qu'il attendait toujours confirmation de la disponibilité du terminal pour effectuer le chargement. Le vendeur promettait en outre qu'une "confirmation définitive" serait envoyée ultérieurement. Répondant à ce courrier électronique, l'acheteur avait fait savoir par écrit que la référence au terminal n'était pas très claire, priant le vendeur de le rappeler pour éclaircir ce point. Ce dernier n'avait, semble-t-il, ni rappelé, ni envoyé de courrier électronique. Plus de deux semaines plus tard, l'acheteur avait de nouveau écrit au vendeur pour l'informer qu'un navire avait été désigné pour transporter la marchandise, lui demandant d'accepter cette désignation par retour de courrier. Toutefois, aucune réponse ne lui était parvenue. Enfin, le vendeur avait envoyé un courrier électronique à l'acheteur pour lui indiquer que l'opération ne pouvait pas être conclue selon les termes convenus. Il proposait une augmentation du prix pour

éviter un manque à gagner dans le cadre de cette opération; le vendeur se disait en outre pleinement conscient du non-respect de l'accord initial, soulignant toutefois que cette solution était la seule manière de régler rapidement et directement le problème.

Devant le tribunal, l'acheteur a demandé l'exécution des obligations contractuelles ainsi que des dommages et intérêts, y compris pour le manque à gagner. Le tribunal de première instance a donné gain de cause au vendeur estimant, sur la base des faits, qu'aucun contrat n'avait été conclu puisque les parties n'étaient jamais convenues d'une date et d'un lieu de livraison. Il a également estimé que la notification par l'acheteur de la désignation du navire montrait que celui-ci savait qu'aucun accord n'avait été conclu sur la date et le lieu de livraison. La Cour supérieure de justice du District fédéral (tribunal de deuxième instance), devant laquelle l'acheteur a fait appel, a confirmé la décision de première instance.

L'acheteur a fait appel des deux décisions devant la Cour d'appel pour le Premier circuit (la "Cour d'appel"), faisant valoir que les faits attestaient de la conclusion d'un contrat. Il a également allégué que, dans sa correspondance, le vendeur avait reconnu la contravention au contrat. Il a en outre argué qu'il était contraire aux usages largement connus du commerce international en matière de transport de marchandises par voie maritime de considérer la désignation d'un navire comme la preuve qu'il avait conscience de l'absence d'accord sur la date et le lieu de livraison. L'interprétation de la CVIM par la Cour supérieure de justice du District fédéral encourageait la mauvaise foi en permettant au vendeur de se soustraire à ses obligations contractuelles.

La Cour d'appel a rejeté l'appel et confirmé les décisions des juridictions inférieures. Elle a souscrit à l'argumentation de ces juridictions selon laquelle l'article 19-3 de la CVIM était applicable. Elle a déclaré que le vendeur n'avait pas accepté des éléments essentiels tels que la date et le lieu de livraison, puisqu'il avait indiqué qu'il donnerait une "confirmation définitive" à ce sujet. Ces éléments étant cruciaux au regard de la CVIM, il s'ensuivait que l'offre de l'acheteur n'avait pas été acceptée et que le contrat n'était pas formé.

La Cour d'appel a souscrit à l'avis de la Cour supérieure de justice du District fédéral selon lequel le principe de bonne foi (art. 7-1 de la CVIM) n'avait pas été violé puisque le contrat n'avait pas été conclu et qu'il n'y avait eu que des négociations inachevées. La Cour est parvenue à la même conclusion à propos de l'intention des parties (art. 8 de la CVIM): il était à n'en pas douter dans leur intention de négocier l'achat de la marchandise à un certain prix, mais ces négociations n'avaient pas abouti faute d'accord sur les éléments essentiels du contrat. Les négociations incomplètes entre les parties s'étaient soldées par une absence de contrat.

Concernant l'argument de l'acheteur selon lequel les juridictions inférieures avaient mal compris la notion d'usages commerciaux largement connus (art. 9 de la CVIM) lorsqu'elles avaient interprété la communication de l'acheteur au sujet de la désignation du navire, la Cour d'appel a appuyé l'argumentation de ces juridictions. Selon elle, la communication montrait que l'acheteur savait que les parties n'étaient convenues d'aucune date ni lieu de livraison.

**Décision 1194: CVIM 1; [7]; 18; 23; 34; 35; 36-1; 96**

Mexique: Arbitrage de la Compromex

Conservas La Costeña S.A. de C.V. c. Lanín San Luis S.A. & Agroindustrial Santa Adela S.A.

29 avril 1996

Original en espagnol

Traduction en anglais accessible à l'adresse

<http://www.cisg.law.pace.edu/cisg/wais/db/cases2/960429m1.html>

Sommaire établi par Giulia M. Vallar

Une entreprise mexicaine (le demandeur) avait conclu un contrat avec une entreprise argentine (le défendeur) en vertu duquel cette dernière devait vendre à la première une certaine quantité de boîtes de cocktail de fruits et de demi-pêches. Le conditionnement de la marchandise devait être conforme aux boîtes-échantillon qui avaient été fournies par le demandeur. La marchandise avait été envoyée au demandeur par une entreprise chilienne qui, au moment du litige, avait été déclarée en faillite puis complètement liquidée. Le paiement de la marchandise avait été effectué par une lettre de crédit à l'ordre du défendeur argentin, qui avait dû transférer les fonds à l'entreprise chilienne.

Une fois la marchandise livrée, l'entreprise mexicaine s'est plainte de ce que les boîtes ne correspondaient pas aux échantillons fournis et que, de ce fait, la marchandise avait été gravement endommagée lors de l'expédition. Le demandeur a introduit une action devant la Compromex (ou la Commission) en restitution du montant versé au défendeur et en dommages-intérêts, arguant que i) la marchandise avait été expédiée par une entreprise ayant son établissement au Chili, ce qui avait engendré de graves problèmes car l'importation avait été effectuée au titre de l'Accord de complémentarité économique (Acuerdo de complementación económica) entre le Chili et le Mexique; ii) que les factures initialement envoyées par le défendeur ne reflétaient pas le prix acquitté par le demandeur et que le défendeur n'avait jamais envoyé les factures correctes exigées par le demandeur; et iii) que la qualité de la marchandise et sa quantité n'étaient pas conformes aux stipulations du contrat.

Le défendeur alléguait i) qu'il n'était pas la bonne partie défenderesse au litige et qu'il n'était, de ce fait, lié par aucune recommandation ni sentence; ii) qu'il n'avait jamais reçu de plainte du demandeur concernant la qualité et la quantité de la marchandise; iii) que le demandeur était convenu que la marchandise devait être expédiée depuis la République du Chili; iv) que l'entreprise chilienne, à laquelle le défendeur avait sous-traité la vente de la marchandise, s'était dûment acquittée de ses obligations et que, dans la mesure où le contrat comportait une clause franco bord, le risque avait été transféré au demandeur; v) que la preuve de non-conformité produite par le demandeur était dépourvue de toute valeur juridique; et vi) que la CVIM ne s'appliquait pas car la République d'Argentine avait émis une réserve au titre de l'article 96 de la Convention.

La Compromex a estimé, sur le fondement des articles 18 et 23 de la CVIM, qu'un contrat avait été conclu entre les parties au litige: l'échange de lettres entre les entreprises mexicaine et argentine démontrait l'existence d'une telle relation contractuelle. De plus, l'entreprise argentine était bénéficiaire de la lettre de crédit pour la marchandise achetée.

La Commission a également déclaré qu'en vertu des articles 35 et 36 de la CVIM, le défendeur, ou l'entreprise à laquelle il avait sous-traité la vente, aurait dû livrer des marchandises dont la qualité et la quantité répondent à celles qui sont prévues au contrat et dont l'emballage ou le conditionnement correspond à celui qui est prévu au contrat. La Compromex a relevé que ces articles de la CVIM étaient applicables même en l'absence d'accord explicite entre les parties sur la question du conditionnement. La marchandise objet du contrat avait été endommagée en raison de l'utilisation de conteneurs et de boîtes inappropriés. Vu que le défendeur et le sous-traitant chilien savaient que la marchandise serait transportée par voie maritime, il leur incombait de l'expédier en utilisant des conteneurs et un conditionnement adéquats pour les préserver et les protéger pendant le transport.

Sur la question de la non-conformité des documents, soulevée par le demandeur, la Commission a relevé que conformément à l'article 34 de la CVIM, le vendeur est tenu de remettre les documents se rapportant aux marchandises au moment, au lieu et dans la forme prévus au contrat. Elle a estimé qu'en l'espèce, les documents remis à l'acheteur n'étaient pas conformes et que l'entreprise argentine devait être considérée responsable car elle était tenue d'une obligation de contrôler le sous-traitant chilien.

Pour ce qui est de l'allégation du défendeur selon laquelle la CVIM n'était pas applicable en raison de la réserve émise par l'Argentine au titre de l'article 96 de la Convention, la Compromex a déclaré qu'une telle allégation était dénuée de fondement en l'espèce au motif que le contrat avait été dûment constaté par écrit.

Enfin, concernant la clause franco bord, la Commission a estimé qu'elle n'exonérerait pas le vendeur de sa responsabilité dans la mesure où conformément à l'article 36-1 de la CVIM, celui-ci reste responsable de tout défaut de conformité qui existe au moment du transfert des risques à l'acheteur, même si ce défaut n'apparaît qu'ultérieurement.

Suivant son raisonnement, la Compromex a émis une recommandation par laquelle elle a estimé que la responsabilité du défendeur était engagée car il n'avait pas dûment contrôlé l'exécution par le sous-traitant de ses obligations contractuelles; que le défendeur devait payer à l'entreprise mexicaine ce qu'elle réclamait et lui remettre les factures demandées. La Compromex n'a formulé aucune recommandation concernant les dommages-intérêts, faute d'éléments de preuve suffisants.